

Chypre : un « communiste » au pouvoir

samedi 1er mars 2008, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 28 février 2008).

Dimitris Christofias, chef du Parti communiste chypriote (Akel), vient d'être élu président de Chypre. L'ancienne colonie britannique, devenue indépendante en 1960, est divisée, depuis 1974, en deux parties, celle du nord, avec des Chypriotes turcs (18%), et celle du sud, avec des Chypriotes grecs. Cette division fait suite au coup d'État conduit par les colonels grecs et les nationalistes chypriotes grecs et à l'invasion de l'île par l'armée turque. Le nationalisme, dans les deux communautés, a contribué à la division de l'île.

Akel, ancien parti stalinien ayant un large électorat, a remplacé la lutte de classe par un soutien à la politique de la droite. Il a suivi les nationalistes, tout en disant que « *les Turcs de Chypre sont nos frères* ». En 1950, il a milité pour l'union de Chypre avec la Grèce et, après l'indépendance, il a soutenu l'archevêque Makarios, président de Chypre. Le président sortant, Tassos Papadopoulos, connu pour son nationalisme, a été élu grâce au vote d'Akel, et quatre ministres communistes ont fait partie de son gouvernement.

La situation sociale s'est particulièrement dégradée, ces dernières années : déréglementation du droit de travail, exploitation brutale des travailleurs immigrés, explosion des prix, un Smic qui ne dépasse pas les 600 euros. Les conditions de vie sont encore plus difficiles pour les Chypriotes turcs, qui souffrent, depuis 1974, de l'embargo soutenu pas tous, y compris Akel. La question nationaliste a été toujours utilisée pour empêcher les luttes sociales. L'intégration à l'Europe n'a fait qu'accentuer la division de l'île, car seule la partie chypriote grecque fait partie de l'Union.

L'élection de Christofias traduit les espoirs pour la justice sociale, pour une solution pacifique au problème chypriote, pour une île sans bases militaires. Mais, comme le disent les militants de l'extrême gauche à Chypre, c'est « *une élection sans illusions... C'est maintenant qu'il faut construire une gauche anticapitaliste qui soutiendra les luttes des travailleurs, au nord et au sud de l'île* ».

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2241, 28/02/2008.